

Regard sur la crise du Corona Virus

Henri DOU



Pionnier de la veille et de l'Intelligence Economique, Henri Dou a été directeur de Recherche au CNRS dans le domaine de la chimie organique et de la pétrochimie. Professeur en sciences de l'information à l'Université Aix Marseille, il a dirigé un nombre important de thèses et est auteur de nombreux travaux scientifiques. Actif en France, en Indonésie, au Brésil et en Malaisie. Il est président du Think Thank CIWORLDWIDE et consultant international. Il intervient actuellement à l'Université de Corse dans le cadre du Diplôme d'Université en Intelligence Economique.

La gestion, par des dirigeants de systèmes politiques très différents, de la pandémie liée au Corona virus a suscité bien des polémiques. Mais, discuter à longueur de temps sur les erreurs, les lacunes, ... serait contreproductif et ne contribuerait qu'à obscurcir le débat. Il faut donc considérer la pandémie, comme un des premiers révélateurs historiques de l'époque moderne (si ce n'est le premier) d'un certain nombre d'erreurs, de comportements inadaptés, et in fine d'un miroir de notre société, miroir que beaucoup, avant la pandémie, refusaient (par déni, intérêt, ou incompétence), de regarder.

Cet effet miroir, pour les analystes peut être considéré comme la première « secousse historique » mettant en évidence la fragilité d'un système social et économique, qui, n'ayant que la finalité comme profit, a négligé les précautions indispensables nécessaires pour la préservation des « commons » (les biens communs) ([Dou, Gineys, Juillet 2020](#)). Entre autres, un bien commun : la santé, d'où toutes les polémiques sur la réorganisation du système de santé.

C'est ainsi que la mondialisation utilisée principalement comme une source de profit a montré ses limites. L'usine du monde s'arrête ou n'est plus en mesure de pourvoir aux besoins sanitaires et la cohésion de l'Occident est ébranlée.

Le confinement, arme ultime contre le virus quand on n'a pas les éléments matériels pour le combattre met en évidence l'importance de tâches « dites subalternes », qui permettent au

pays de fonctionner en cas de crise. En France, ce sont « les gilets jaunes » qui ont permis au pays de fonctionner !

Le travail à distance met en évidence les économies réalisées au niveau des déplacements (temps et coût en outre au plan des transports) et remet en cause une pyramide hiérarchique souvent source de complications et de perte d'efficacité. Mais en même temps le travail à distance impacte le revenu de la restauration (déjeuner) et nécessite un agencement nouveau des lieux de vie ainsi que du matériel approprié et un niveau de sécurité dans les transactions suffisant. Ainsi s'ouvre à la fois un champ de réflexion et de recherche, vecteurs d'économie mais aussi de certaines complications (santé des personnes impliquées)

Les gouvernants de mesures contradictoires en mesures contradictoires, souvent exprimées pour masquer un manque de prévision et de prospective, ont souvent utilisé le mensonge pour masquer leur incapacité passée ou présente. Ainsi, la confiance dans les gouvernements « démocratiques » s'estompe, laissant un vide durable propice à toutes les aventures.

L'emploi, à cause du confinement qui conduit à réduire la consommation et la production, s'il n'est pas directement menacé à court terme (à cause des mesures d'accompagnement dispensées par divers Etats), va l'être directement lorsque les aides cesseront. On est donc face à une « bombe à retardement » et à une crise sociale en gestation.

Les mesures de relance de l'économie, si elles sont massives, conduisent à diverses questions : il est très facile pour les dirigeants actuels d'emprunter massivement. Mais, est-ce pour maintenir à flot l'économie du passé et vouloir qu'ensuite on retrouve le « business as usual » ? Est-ce une volonté de mettre en place un asservissement par la dette lorsqu'il faudra rembourser les emprunts ? (le cas de la Grèce est un exemple significatif). En tout cas, on ne parle plus de dette laissée à nos enfants (leitmotiv utilisé largement avant le COVID pour justifier une politique...de restriction).

Mais, l'optimisme en cours, qui laissait croire à une reprise rapide, est maintenant en partie effacé par le rebond significatif de la propagation virale. Le virus est têtu sans doute bien plus que les économistes tenants d'une croissance continue !

Dans le cadre des mesures nécessaires à une souveraineté « minimale », certains gouvernements reviennent, sous la poussée des événements, vers une forme d'économie administrée ! Changement de cap à 180 degrés, mais peut-on le croire lorsque pendant des années on a prôné et réalisé une politique inverse ? Ce scepticisme va certainement rendre les citoyens plus critiques, car si les politiques clament haut et fort qu'il faut relocaliser certaines activités industrielles, les spécialistes savent pertinemment que ceci demande assez.... de temps.

Peut-on espérer un changement ? Le développement d'une nouvelle économie politique ([Pour une nouvelle économie politique, MP Verlaeten](#)). Une meilleure prise en compte politique de la recherche d'un « bonheur » qui ne serait plus exclusivement basé sur l'argent ? Et qui toucherait l'ensemble des catégories sociales ?

Le confinement a aussi permis une expérience en vraie grandeur. Celle espérée par les tenants d'un certain effondrement. Durant la pandémie, la pollution a fortement décréu, les ressources locales ont été de nouveau appréciées, la nature a retrouvé un certain équilibre. La relation avec une croissance exacerbée liée à une course au profit a mis en évidence ses limites !

Le confinement a aussi révélé les défaillances européennes, entre autres lors de la situation particulièrement difficile qu'a connue l'Italie. On a ainsi laissé le champ aux aides extérieures, c'est-à-dire qu'on a laissé l'Europe face à ses contradictions internes. Bien entendu l'Europe s'est excusée, un plan de relance de l'économie est mis en place pour sans doute mi 2021.... Peut-être trop tard.

Les inégalités de toutes natures se sont accrues. Que ce soit au niveau de la sécurité de l'emploi, du logement (on est mieux confiné dans une villa que dans un HLM !), du suivi scolaire car il est très difficile pour certains de se substituer au professeur ! De l'inégalité devant l'épargne (ce sont les nantis qui ont réellement épargné) ! De l'inégalité devant l'emprunt et les aides (ce ne sont pas les TPE, PME et PMI qui en ont bénéficié, mais principalement de très grandes sociétés, la liste de celles-ci est longue, et l'impact social des inégalités se fera sentir d'autant plus que la crise sociale sera forte (Samedi 12 Septembre 2020 diverses manifestations des gilets jaunes sont prévues en France).

En même temps, sur ce terreau fertile, les médias sociaux se font l'écho de toutes les craintes suppositions, *fake news* et autre, contribuant à brouiller un paysage déjà passablement obscurci par les chaînes d'information en continu et les « experts de tous poils » qu'elles font intervenir.

Le tout métropole, prôné par les politiques, par l'Europe avec les smart cities, ... a montré ses limites. La ville, les métropoles, glorieuses lorsque tout va bien ont montré les contraintes générées par un type de concentrations urbaines souvent liée à de mauvaises implantations industrielles, ou à la recherche d'un profit immobilier ! Revanches de la campagne sur la ville ? Où mise en évidence d'une planification à sens unique, au détriment d'une partie de la population ?

Enfin, nous terminerons sur la ou les décisions et l'arrogance de l'Occident. Le virus et ses effets ont été connus dès Janvier 2020, mais en Asie, et par méconnaissance ou « self

deception » ou arrogance dans les interprétations, les politiques occidentaux, secondés ou poussés par les scientifiques occidentaux ont négligé, au départ l'importance de l'épidémie qui allait rapidement se transformer en pandémie. Une certaine arrogance et suffisance vers les méthodes et résultats de la science asiatique (entre autres chinoise) a ainsi été mise en évidence, l'Occident n'est plus le maître à bord !

A la suite de ce constat, qui pourrait encore s'étendre tant le « miroir » a révélé d'imperfections, envisageons ce qui pourrait se produire.

Un écueil dont les démocraties libérales ne se relèveront pas, c'est de vouloir après le COVID-19, continuer comme avant. Il n'est pas question de tout arrêter, de sombrer dans la régression, mais il faudra revisiter notre manière de vivre, d'exploiter les richesses (finies) d'une planète en plein dérèglement. Les richesses créées doivent être mieux partagées et la finalité économique ne doit pas être la distribution de la majorité des bénéfices à des actionnaires. L'évasion fiscale qui est souvent une finalité pour certains grands groupes industriels ou riches fortunes, sera de moins en moins tolérée par une population dont le pouvoir d'achat aura été largement amputé.

L'injection massive de capitaux pour « sauver l'économie » n'est pas un indice de changement, car tous les Etats font de même, parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement. Donc, cet argument utilisé par certains politiques ne tient pas.

Développer une politique du changement doit devenir une nécessité, non pas par le discours qui a montré ses limites, mais par les faits. Est-ce que les démocraties libérales seront capables malgré les pressions de tous ordres, de changer de cap, c'est ce que nous verrons dans les mois qui viennent.

Après la chute du mur de Berlin et de la disparition de l'URSS, Francis Fukuyama proclamait « la fin de l'histoire » bouclée par l'Occident. La pandémie, les difficultés de tous ordres rencontrées par les démocraties libérales doivent nous faire méditer, une nouvelle fin de l'histoire ne serait-elle pas en train de s'écrire, bouclée cette fois-ci par l'Asie.